

Signature du concordat. — D'après Champion

chevaliers, officiers, commandeurs ou grands-officiers de la Légion-d'Honneur.

Lors de l'institution de l'ordre, trois ans auparavant, cette création d'une nouvelle noblesse avait rencontré de la part des pouvoirs de l'Etat, auxquels son adoption avait été soumise, une opposition presque unanime. Napoléon l'avait emporté, mais l'affaire avait été si chaude, qu'il avait dit à cette occasion :

— C'était trop tôt ; j'aurais dû attendre. Les préventions sont encore trop fortes. Ils ne m'ont pas compris ; et puis les orateurs du projet l'ont mal défendu. Le goût des distinctions doit nécessairement revenir, parce qu'il tient à la nature de l'homme. Je réponds qu'on obtiendra de grands résultats de mon institution *si par la suite on ne la gâte pas*.

Comprenant donc qu'il ne fallait pas heurter de front des opinions encore ardentes, Napoléon avait attendu que ces mêmes pouvoirs l'eussent proclamé *empereur* pour faire ce qu'il appelait son *classement* des différentes croix qu'il voulait distribuer.

Cette générosité surprit tout le monde, parce que dans l'origine, on avait cru que la récompense et la distinction seraient uniformes

pour tous. Il n'en fut pas ainsi ; et plus tard, Napoléon créa même des dignités au-dessus de celles de grand officier de la Légion-d'Honneur, telles que grand-croix, grand-cordon, grand-aigle et dignitaire de l'Empire.

Or, le 16 aout 1804, à huit heures du matin, 80,000 hommes des camps de Bruges, d'Arras, de Montreuil, d'Amiens, d'Ostende, de Calais, de Dunkerque, de Furnes, de Wimereux, d'Ambleteuse, etc., furent rassemblés et réunis, sous les ordres du maréchal Soult, à droite du port de Boulogne.

Là, au fond d'un spacieux amphithéâtre formé par la nature, et non loin de la terrible *Tour d'Ordre*, on avait tracé l'emplacement de l'armée de manière à ce que le front présentât l'arc concave d'une demi circonférence, et que chacune des colonnes figurât un rayon dirigé sur le trône de l'Empereur, situé au centre du diamètre.

Ce trône, qui avait cent pieds d'étendue, était un tertre de forme carré, semblable à ceux que les armées romaines élevaient à leurs empereurs, et sur lequel on avait placé, isolé, un siège de fer de forme gothique que l'on prétendait avoir appartenu à ce *bon roi Dagobert*, et qu'on vit longtemps dans la salle des antiques à la Bibliothèque nationale.

Derrière ce fauteuil s'élevait un grand trophée d'armes composé notamment avec les armures des anciens électeurs de Hanôvre, au-dessus desquelles flottaient les drapeaux pris à toutes les époques aux ennemis de la France.

L'ensemble de cette décoration était surmonté d'une immense couronne de lauriers d'or, sur laquelle s'agitaient encore les queues des pachas d'Egypte et les guidons des mamelucks conquis aux Pyramides, à Aboukir et au Mont-Thabor.

Des trépièdes supportaient, à gauche, les casques de Duguesclin et de Bayard, dans lesquels avaient été déposées les décorations ; à droite, on voyait le bouclier et l'épée de François 1<sup>er</sup>, qu'on avait ajoutés à ces glorieux trophées, nous ne savons trop pourquoi, car ce roi, qu'on s'est plu à nous représenter comme le type de l'honneur, de la loyauté et de la grandeur d'âme, ne fut en réalité qu'un homme qui capitulait volontiers avec sa conscience et ses devoirs de roi ; un fou, un débauché, un détestable monarque, en un mot, dont la France dut longtemps maudire le règne.

Napoléon le savait si bien, que lorsque le sénateur Monge lui en fit l'observation, il répondit :

— Les neuf dixièmes de mes généraux n'ont jamais lu l'histoire de France et ne savent pas au juste ce qu'était François I<sup>er</sup>. Vous le savez, vous, et moi aussi : c'est bien ; mais enfin ce bouclier et cette épée feront de l'effet : il faut frapper l'imagination des masses.

La demi-lune formée par le fond de l'armée était restée vide, afin que l'Empereur pût être vu et entendu de tous les soldats.

Les légionnaires, rangés en demi-cercle en avant du trône, étaient distribués en pelotons placés à la tête des colonnes auxquelles ils appartenaient, et n'en étaient séparés que par les drapeaux de ces mêmes colonnes, réunis en faisceaux.

A trois cents pas environ, à droite du trône, sur un terrain qui s'élevait en amphithéâtre, soixante ou quatre-vingts tentes avaient été construites avec les pavillons de l'armée navale.

Elles étaient destinées aux personnes invitées à la cérémonie. Entre le trône et ces tentes était une partie de la garde impériale à cheval, rangée par escadrons. Cet imposant tableau semblait encadré, du côté de la mer, par la ligne d'embossage, dont tous les mâts étaient pavoisés.

A dix heures, une salve d'artillerie tirée de la *Tour d'Ordre* annonça l'arrivée de l'Empereur et le commencement de la cérémonie.

Napoléon partit de sa baraque au galop de son cheval, suivi de plus de quatre-vingts généraux et de deux cents officiers supérieurs d'état-major.

Toute sa maison, civile et militaire, l'avait déjà précédé. Il était vêtu de l'uniforme de colonel des grenadiers à pied de sa garde : habit bleu à revers blancs, culotte et veste blanches, bottes molles à l'écuyère.

Il arriva au pied du trône au bruit des acclamations, des tambours des trompettes et des décharges de toute l'artillerie environnante. Il y avait de quoi rendre sourd.

Tout le monde se boucha les oreilles ; les chiens, en hurlant, se couchèrent la tête basse ; les chevaux même, tout aguerris qu'ils étaient, se cabrèrent sous leurs cavaliers.

Les maréchaux et les grands dignitaires allèrent au-devant de Napoléon, qui monta les degrés du trône à pas précipités, en saluant

de la main. Lorsqu'il fut assis, ses frères, les grands officiers de l'Empire, les amiraux, les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État, se groupèrent autour de lui.

Le grand chancelier de la Légion-d'Honneur, Lacépède, se tenait un peu en avant du trône, sur les premières marches de l'escalier du milieu, où s'étaient placés, en arrivant, les écuyers, les pages et les aides-de-camp de l'Empereur, prêts à recevoir et à transmettre ses ordres.

A une seconde salve d'artillerie, toujours tirée de la Tour d'Ordre, qui était un fâcheux voisinage à en juger par l'empressement qu'avaient mis à fuir, lors de la première décharge, les curieux qui s'étaient placés au bas, succéda un profond silence.

Le grand chancelier descendit quelques marches et prononça un discours qui ne dura pas plus d'un quart d'heure.

Après quoi, un roulement de tous les tambours donna le signal aux légionnaires, qui s'avancèrent avec leurs drapeaux au milieu de l'arène pour prêter le serment. Napoléon en prononça lui-même la formule. A peine eurent-ils répondu : *Oui !* que l'Empereur ajouta, en élevant la voix :

— Et vous jurez de défendre, au péril de votre vie, l'honneur du nom français, votre patrie, votre Empereur ?

— Oui ! oui ! Nous le jurons !... répondirent-ils encore.

Puis tous agitèrent en l'air leurs bonnets, leurs casques et leurs chapeaux, en s'écriant : *Vive l'Empereur !*

La distribution se fit aussitôt. Un aide-de-camp de Napoléon appelait le militaire décoré ; celui-ci, en arrivant, s'arrêtait au pied du trône, saluait, montait l'escalier de droite, et était reçu par le grand chancelier, qui lui remettait son brevet.

Le page, placé entre le trépied et l'Empereur, prenait la décoration dans un des casques et la présentait à Napoléon, qui l'attachait lui-même sur la poitrine du brave ; à cet instant, plus de deux cents tambours battaient un ban, et lorsque le décoré descendait du trône par l'escalier de gauche, en passant devant le brillant état-major resté au bas, c'étaient des poignées de main et des embrassades à n'en plus finir, au bruit des fanfares exécutées par deux cents trompettes.

Cette cérémonie fut longue : commencée à dix heures et demie

du matin, elle ne se termina qu'à plus de trois heures de l'après-midi, parce que l'Empereur, en donnant la croix, accompagnait presque toujours cette action de quelques mots d'éloge.

Le soir, tous les légionnaires furent invités à un splendide banquet. Des *toasts* et des chants prolongèrent cette fête, qui se termina à dix heures par un feu d'artifice magnifique, à la fin duquel vingt mille hommes rangés en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étoiles : ce fut là le bouquet.

Ce fut au camp de Boulogne, et pendant les mois d'août et de septembre 1804, que Napoléon rendit le décret qui instituait les prix décennaux (de 10,000 fr. chacun), et le décret sur les sépultures, dont les dispositions sont encore observées aujourd'hui.

Douze écoles de droit furent créées dans les principales villes de l'Empire. Une nouvelle organisation de l'École Polytechnique soumit les élèves au régime et à la discipline militaires.

La vaccine, dont la découverte avait excité tant de discussions parmi les praticiens, fut imposée aux enfants sous la responsabilité des parents. Les courses de chevaux furent instituées.

L'École Normale de Paris fut fondée, ainsi que l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Le calendrier *Grégorien* remplaça le calendrier républicain. La tenue des livres en partie double remplaça, dans toutes les administrations financières de l'État, l'ancienne méthode de comptabilité.

Enfin, Napoléon créa le Chapitre de Saint-Denis pour les anciens évêques non pourvus.

L'Empereur reçut enfin des membres de l'Institut, le rapport qu'il avait demandé, deux mois auparavant, au ministre de l'intérieur, relativement à la découverte de l'ingénieur Fulton.

Elle avait été soumise à l'examen des savants, et repoussée à l'unanimité par la commission. Dans le texte du rapport, l'inventeur était traité de *visionnaire*, sa découverte qualifiée d'*idée folle*, d'*erreur grossière* et d'*absurdité*.

— Il faut que j'ai mal lu ou que je me sois trompé, dit Napoléon. Puis, se frappant le front du plat de la main :

— Cependant, ajouta-t-il, cet homme a quelque chose là !... Les pompes à feu ne sont pas autre chose qu'un moteur produit par la vapeur ; Fulton a donc raison lorsqu'il prétend qu'on peut employer

cette puissance à toute autre chose qu'à tirer des seaux d'eau de la rivière. C'est malheureux ! sa découverte semblait faite tout exprès pour moi. N'y pensons plus.

Napoléon devait y penser une fois encore ; mais, hélas ! dans une circonstance bien différente !

On était au commencement d'octobre et on s'avait que, dans les derniers jours de ce mois, Napoléon devait quitter Boulogne

Avant son départ, les maréchaux et les généraux voulurent lui offrir un bal. Il l'accepta et en fixa lui-même le jour. Ce fut le 17. Toutes les dames de Boulogne y furent invitées. Le général Bertrand avait été nommé grand-maître des cérémonies, et le général Bisson, le plus grand gastronome de l'armée, se chargea du buffet et des rafraîchissements. Cette partie de la fête ne fut pas la moins entendue.

La salle avait été construite par les charpentiers de la marine. L'orchestre se composait des musiciens du 1<sup>er</sup> régiment de grenadiers de la vieille garde, sous la direction de Guebeauer, le fameux basson. Il fallait, pour être admis à cette fête, avoir au moins le grade de commandant. Les maréchaux et les généraux, qui la donnaient, avaient fait venir de Paris des uniformes brodés avec une richesse incomparable.

Le groupe qu'ils formèrent autour de l'Empereur, lorsqu'il entra dans la salle, était étincelant d'or et d'argent.

Il y resta trois quarts d'heure, dansa une boulangère avec la femme du général Bertrand, et se retira après avoir annoncé à ses maréchaux qu'il partirait le lendemain pour aller rejoindre l'Impératrice Joséphine, à qui il avait donné rendez-vous à Mayence.



---

### La couronne de fer.

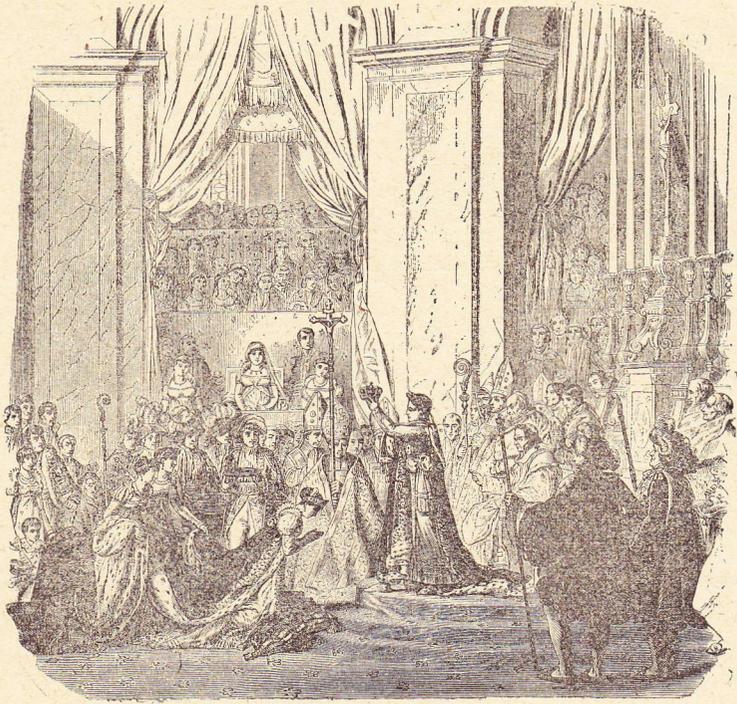
Aussitôt que le gouvernement de la France eut changé de forme, son chef changea aussi d'habitudes. Une étiquette sévère et minutieuse fut introduite dans l'intérieur du palais.

Le tutoiement de quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes blessait déjà Napoléon consul ; cette marque de familiarité ne leur fut plus permise par Napoléon empereur, qui voulut qu'on ne vit plus que le souverain dans sa personne.

Aux sévères réflexions des hommes jaloux de sa gloire, succédèrent les flatteries empoisonnées de l'ancienne aristocratie, qui fit tous ses efforts pour renouveler les scènes des *petits appartements de Versailles*.

Le salon de service était devenu l'*Œil-de-Bœuf* de ces messieurs ; point de couloirs, d'escaliers dérobés, d'anti-chambres où on ne les rencontrât. L'un voulait être écuyer, l'autre chambellan ; celui-ci demandait pour sa femme une place auprès d'une des princesses, sœurs de l'Empereur ; celui-là réclamait pour son fils l'honneur d'entrer dans les pages qu'on s'occupait d'organiser.

Il devenait très-difficile et surtout très délicat de faire un choix. Quoi qu'il en soit, en ouvrant l'*Almanach impérial* de 1804, on aurait cru tenir l'ancien annuaire de la cour de Versailles. Napoléon en fit en riant la remarque à Joséphine, qui en parut enchantée. L'Empereur avait voulu que le personnel de sa maison fût formé et au grand complet pour le jour de son sacre. Il avait réussi au delà de ses espérances



4 Decembre 1804. — Sacre de Napoléon 1<sup>er</sup>. — D'Après le tableau de David.

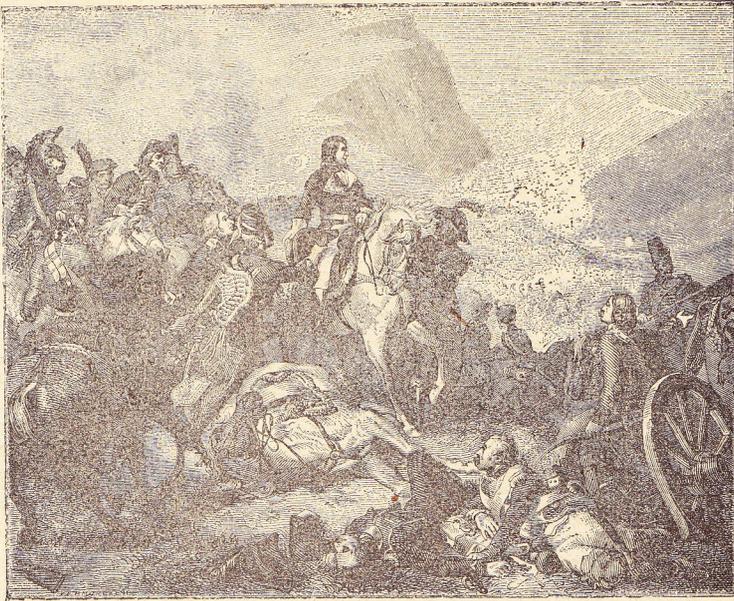
A son avènement au consulat, Bonaparte avait ouvertement fait un appel à l'Angleterre pour obtenir une paix générale ; en parvenant à l'empire, il renouvela cette démarche, afin de prendre toute l'Europe à témoin de ses intentions pacifiques. Le 2 janvier 1805, il écrivit directement au roi de la Grande-Bretagne :

« Sire, monsieur mon frère, je n'attache pas de déshonneur à faire les premiers pas. J'ai assez prouvé à l'Europe, je pense, que je ne redoute aucune des chances de la guerre. La paix est le vœu de mon cœur, mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure donc Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner la paix au monde. Une coalition ne fera jamais qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentale de la France. »

« Et sur ce, Sire, monsieur mon frère, je prie Dieu qu'il ait toujours Votre Majesté en sa digne garde. »

« NAPOLÉON. »

Mais le roi d'Angleterre que l'Empereur avait cru devoir appeler *monsieur mon frère*, parut peu disposé à reconnaître cette parenté po-



Bataille de Rivoli. — D'après Philippoteaux.

litique. Dédaignant de correspondre d'égal à égal avec un monarque de création nouvelle, George fit transmettre à M. de Talleyrand par lord Mulgrave une note qui commençait en ces termes :

« Sa Majesté a reçu la lettre qui lui a été adressée par *le chef du gouvernement français, Bonaparte, etc., etc.* »

Dans cette lettre, le ministre anglais ne s'appliquait qu'à échapper par des circonlocutions diplomatiques, à une réponse claire et positive. Quand Napoléon eut connaissance de cette note, il se contenta de dire :

— Eh bien ! cette paix, je l'obtiendrai à force de triomphes, et puis l'Angleterre saura ce qu'elle lui aura coûté ; en attendant, je veux que l'inconvenante épître du roi soit mise sous les yeux des trois corps de l'État ; je veux qu'elle soit imprimée dans tous les journaux, sans réflexions, pour laisser à la France entière la liberté de faire les siennes et de voir par elle-même ce qu'il y a à faire avec de pareilles gens.

La franchise de cette communication excita au plus haut degré l'enthousiasme public, déjà exalté par la générosité de la démarche que venait de faire l'Empereur auprès du prince régent, et la guerre contre l'Angleterre fut de nouveau sanctionnée par l'opinion.

En faisant sa réponse, le cabinet anglais savait déjà qu'il pouvait compter sur de puissants soutiens. La troisième coalition se formait. Alexandre s'en montrait un des agents empressés, et son activité secondait les négociations de l'Angleterre. Ce prince, avec de hautes prétentions de suprématie politique, dissimulait son ambition sous les formes extérieures d'un langage plein de modération et de réserve. Jaloux de poursuivre vers l'Orient les agrandissements préparés à la Russie par Catherine, il voyait avec inquiétude la France en mesure de lui demander compte de ses tentatives, et pour faire croire à son propre désintéressement, il prétendait défendre l'Europe contre les envahissements de Napoléon.

Son prétexte était le maintien de l'équilibre européen ; son véritable but était de ramener la France à un état d'infériorité qui l'empêchât de se mêler des affaires qui se passeraient en Asie. Aussi, le premier de ses vœux était-il de refouler la France dans ses anciennes limites : c'était la base de ses négociations avec le cabinet britannique.

Celui-ci était trop intéressé à cette combinaison diplomatique, pour ne pas l'appuyer de toutes ses forces, et l'Autriche, à laquelle on en avait fait part, y trouvait trop bien son compte pour ne pas oublier les engagements de Campo-Formio et de Lunéville.

Le 19 janvier, cinq jours après la réponse de lord Mulgrave, le ministère anglais remit à l'ambassadeur de Russie à Londres un mémoire contenant les principales dispositions qui devaient servir de base à la coalition.

La France devait être réduite à ses limites de 1792, et les alliés se partageaient ses conquêtes. A l'Autriche on rendait la Lombardie avec un haut protectorat sur l'Italie-Supérieure ; on réintérait le grand-duc de Toscane ; on restituait le Piémont au roi de Sardaigne, en ajoutant à ses possessions les états de Gênes ; pour gagner la Prusse, on lui offrait la Belgique, avec une portion des départements de la rive gauche du Rhin, dont le reste devait se répartir entre l'Autriche et quelques princes allemands.

L'empereur ne pouvait guère supposer que déjà l'on mit en vente les dépouilles de la France ; mais sans connaître la profondeur de ces mystères diplomatiques, il comprit à des signes certains qu'il se

tramait contre lui de ténébreuses menées, et voulut appeler la nation à juger entre ses ennemis et lui.

Le 4 février, les trois corps de la législature reçurent communication de sa lettre au roi d'Angleterre et de la réponse de lord Mulgrave. Ils répondirent par de nouvelles assurances de dévouement et par l'offre d'un concours actif pour mener la guerre avec vigueur. L'opinion publique, exaltée par la modération même de Napoléon et par l'opiniâtreté de ses ennemis, se prononçait avec une généreuse énergie.

La France comptait sur l'empereur pour la venger dignement ; l'empereur put compter sur la France pour le seconder. La haine des rois ne lui laissait plus d'autre refuge que la guerre.

Voyant la France sur le point d'être attaquée de tous côtés, il voulut la fortifier encore ; car c'était une des étranges nécessités de sa position de s'agrandir pour se défendre, lorsqu'on ne l'attaquait que sous le prétexte de ses agrandissements.

L'Italie avait adopté le système consulaire après la France ; fidèle dans ses imitations, elle voulut aussi se confier après elle au régime monarchique. Napoléon, il est vrai, sut provoquer par d'habiles manœuvres le vœu des populations italiennes ; mais il était dans la destinée de la Péninsule de suivre invinciblement les fortunes de la France.

Le vice-président de la république cisalpine, et une députation envoyée par les autorités, se rendirent à Paris, et, dans une audience solennelle, demandèrent à l'empereur de vouloir bien prendre le titre de roi d'Italie.

Napoléon avait d'abord songé à mettre la couronne qu'on lui offrait sur la tête de son frère Joseph. Celui-ci refusa. Le prétexte qu'on fit valoir auprès du public était que Joseph n'avait pu obtenir l'abolition du tribut annuel que payait l'Italie pour l'entretien d'une armée française de trente mille hommes destinés à la défendre.

La véritable raison du refus, c'est qu'on exigeait de lui la renonciation des rapports qui le liaient à la France. Napoléon résolut en conséquence de réunir la couronne de fer à la couronne impériale.

Toutefois, autant pour rassurer les puissances étrangères que pour ne pas mécontenter les patriotes italiens, il fut convenu que la

couronne d'Italie ne pourrait être réunie à celle de France que sur la tête de Napoléon, à l'exclusion de tous ses successeurs.

Napoléon se réservait le droit de déléguer la souveraineté de l'Italie à l'un de ses héritiers, soit direct, soit adoptif. Il déclara toutefois que la séparation de la France et de l'Italie ne se ferait pas tant que Malte serait occupée par l'Angleterre et Corfou par la Russie.

Les meneurs de Milan s'étaient flattés que l'empereur choisirait un Italien pour vice-roi ; Melzi ne dissimulait pas ses espérances, que secondaient d'ailleurs les vœux de ses compatriotes.

Mais Napoléon craignait d'affaiblir l'unité de l'empire français : au moment où l'on était menacé d'une guerre générale, l'intérêt français était le plus puissant, parce qu'il devait protéger les intérêts de tous.

Il ne fallait rencontrer aucune opposition, même sous un prétexte d'indépendance nationale ; le gouvernement de l'Italie devait donc être confié à un Français. Le choix de l'empereur se fixa sur Eugène Beauharnais.

Le 2 avril, accompagné de Joséphine, Napoléon se mit en route pour sa capitale d'Italie. Son passage dans les différentes villes fut une succession de travaux autant que de fêtes.

Partout sa présence était marquée par quelque mesure d'utilité publique. A Troyes, il accorda des fonds pour la construction d'un port ; à Mâcon, il ordonna la réédification de l'ancienne cathédrale ; à Châlons et à Tournus, la restauration et l'agrandissement des quais ; à Lyon, l'établissement d'une halle aux grains, d'une école de dessin, la reconstruction d'un pont sur la Saône, un dépôt pour les marchandises étrangères non prohibées et pour les denrées coloniales admises dans l'entrepôt réel de Marseille.

Bien différent de la plupart des princes dont la vie et l'emploi du temps sont réglés, tous les jours de l'année, d'une manière uniforme, l'empereur, le même jour, passait une revue, présidait des conseils, donnait des audiences, tenait cercle ou allait à une fête, courait à toute sorte d'heures à pied, à cheval, en voiture, pour voir par ses propres yeux, tout animer de son esprit, laisser partout des souvenirs de sa personne, des traces de son pouvoir, des monuments de ses grandes pensées.

Au milieu de ce surcroît de soins et de travaux, Napoléon ne né-

gligeait pas l'administration générale de l'empire. Rien ne souffrait de son absence. De ses vastes occupations habituelles, rien n'était abandonné à des mains secondaires. Tout venait aboutir à lui. Les ministres lui envoyaient régulièrement le travail qu'ordinairement ils portaient aux Tuileries. Dans une ville, il signait un décret d'intérêt local et un décret d'intérêt général dans un village.

Les vallées de l'ancienne Savoie, heureuses d'être réunies à la France, saluèrent de leurs acclamations le puissant monarque auquel elles devaient ce bienfait, et le pâtre des Alpes dont il avait abaissé les barrières, vit passer avec admiration le cortège impérial sur les routes aplanies par le génie victorieux.

Quelques jours après, Napoléon faisait à Turin son entrée solennelle comme empereur, en même temps que le pape, venant de Paris, y arrivait en voyageur.

L'héritier de Grégoire VII n'était plus qu'un des vassaux du grand empire. Il ne devait pas voir avec satisfaction la domination française se fortifier en Italie par la royauté nouvelle offerte à Napoléon. Toutefois le pape parut rencontrer avec quelque joie l'empereur qu'il venait de consacrer. Après avoir dîné ensemble dans le palais des anciens rois, ils se séparèrent avec toutes les apparences de l'amitié, pour ne plus se rejoindre que neuf ans plus tard dans le même palais de Fontainebleau où se fit leur première entrevue, et qui devait devenir témoin de la captivité de l'un, de l'abdication de l'autre.

Alexandrie, dont Napoléon voulait faire la première ville de guerre de la Péninsule italique, devait nécessairement l'attirer dans ses murs.

A peine arrivé sur la place, il monta à cheval, fit le tour des remparts, visita les immenses travaux qui s'accomplissaient par ses ordres, se porta successivement sur les rives de la Bormida et du Tanaro, et ne rentra que le soir, après avoir fatigué cinq chevaux et parcouru un espace de près de vingt lieues.

Une heure après, il était au travail avec ses ministres qu'il occupa pendant toute la soirée. On eût dit que le repos n'était pas fait pour lui.

Ce fut dans ces haltes laborieuses que, pourvoyant à tous les besoins, et prévoyant les plus minutieux détails, il ordonna la construction d'une auberge à Lanslebourg, des augmentations à l'hospice

du Mont-Cenis, la distribution par l'hospice d'une demi-bouteille de vin à chaque soldat passant avec feuille de route ; la construction d'une route directe de Savone à Turin ; la plantation de toutes les grandes routes des départements de Marengo, du Tanaro et de la Sésia, de plus de deux cent mille pieds d'arbres dans les environs d'Alexandrie, et de cinq cent mille dans le terrain des fortifications.

A quelques pas d'Alexandrie sont les plaines de Marengo, où s'étaient décidées les destinées du consulat, où s'étaient préparées les grandeurs de l'empire.

Napoléon voulut qu'une fête militaire consacraît les souvenirs de la bataille. Le 5 mai, l'empereur et l'impératrice se rendirent dans cette plaine à jamais célèbre. A l'une des extrémités, dans la partie la plus haute, s'élevait un trône où Joséphine prit place.

Napoléon à cheval, était revêtu d'un vieil uniforme d'officier-général, râpé et déchiré, et coiffé d'un chapeau usé et percé d'un trou : c'était son costume du jour de la bataille. Autour de lui manœuvrèrent pendant quatre heures trente mille hommes, infanterie, cavalerie et artillerie ; puis cette troupe brillante, commandée par le maréchal Lannes, vint se ranger en demi-cercle devant le trône où s'était assis Napoléon à côté de l'impératrice.

Les hommes de tous grades appelés à faire partie de la Légion d'Honneur vinrent tour à tour recevoir la décoration des mains de l'empereur.

Après cette journée consacrée à son armée, Napoléon se dirigea vers Pavie. Toutes les autorités l'attendaient sur la rive gauche du Pô.

Un vaste bateau portant un salon richement doré l'amena au rivage où s'élevait un pavillon gigantesque communiquant à une galerie de quatre cents pieds de long, à l'extrémité de laquelle était un salon de cent pieds carrés ; aux deux aîles du salon étaient deux pavillons circulaires magnifiquement meublés et décorés de brillantes peintures.

Les réceptions, les harangues, les réjouissances le retinrent jusqu'à la nuit, il fit son entrée dans Pavie à la clarté des flambeaux.

Deux jours après, le 8 mai, Milan le recevait dans ses murs au bruit des salves de soixante canons, au carillon de toutes les cloches, escorté par les troupes, les gardes d'honneur, les autorités civiles et

la foule immense des habitants, qui saluaient de leurs cris bruyants l'illustre successeur des rois lombards.

Milan était devenu le rendez-vous non-seulement de tous les personnages de l'Italie, mais aussi des représentants de presque toutes les cours de l'Europe.

Napoléon y reçut avec une orgueilleuse satisfaction les ambassadeurs de Prusse, de Naples, de Rome, d'Espagne, du Portugal, et plusieurs ministres des princes d'Allemagne. L'Autriche, inquiète et jalouse, faisait défaut.

La cérémonie du couronnement eut lieu, le 26 mai, avec non moins de solennité que celle du sacre à Paris ; l'archevêque-cardinal Caprara officiait et remit à Napoléon l'anneau royal, le manteau et l'épée.

Mais, ainsi qu'à Paris, Napoléon se couronna lui-même, et prenant sur l'autel la couronne de fer :

— *Dieu me la donne*, dit-il à haute voix, *gare à qui la touche !*

L'ordre de la couronne de Fer, avec ces mots pour devise, fut créé, afin que toutes les institutions de l'empire français trouvassent dans le nouveau royaume des institutions correspondantes.

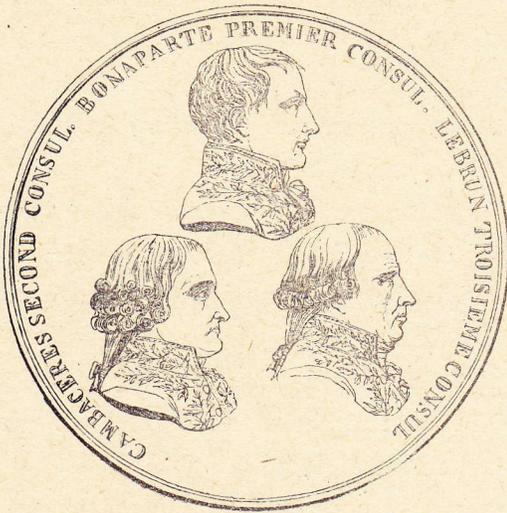
La république ligurienne avait envoyé des députés à Milan pour assister au couronnement du roi d'Italie ; le doge lui-même les conduisait.

Le 4 juin, ce magistrat, suivi de toute la députation, se présentait à Napoléon, et le suppliait de « daigner réunir à son empire cette Ligurie, premier théâtre de ses victoires, première marche du trône sur lequel il s'était assis, et d'accorder aux Liguriens le bonheur d'être ses sujets.

L'empereur n'eut garde de refuser une offre qu'il avait lui-même provoquée. Le territoire de la république ligurienne annexé à l'empire français par un décret du 9 mai, fut divisé en trois départements : Gènes, Montenotte et les Apennins.

Ainsi tombaient, les unes après les autres, les républiques que la victoire avait créées. Attachés aux destinées de la France, tous les pays de l'Italie l'imitaient jusque dans les écarts de son enthousiasme, et devenaient les satellites du grand empire après avoir été ceux de la république triomphante.

L'Autriche ne dissimula pas le déplaisir que lui causaient ces agrandissements successifs de l'empire français ; l'Angleterre y trouvait



Médaille des trois consuls,

une nouvelle constitution.

La principauté de Lucques fut accordée au prince Bacciochi, ou plutôt à sa femme, la princesse Elisa, sœur de Napoléon. Enfin, les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla furent incorporés sans bruit à la 28<sup>e</sup> division militaire et reçurent les autorités françaises.

Sans s'inquiéter des ressentiments de ses ennemis avoués ou secrets, Napoléon poursuivait sa marche triomphale à travers ses nouveaux états. Le 30 juin, accompagné de l'impératrice et de la princesse Elisa, il fit son entrée à Gênes, où il retrouva les mêmes empressements, les mêmes hommages et les mêmes admirations que dans toutes les autres contrées de l'Italie.

Les fêtes maritimes furent magnifiques, et Gênes la superbe célébra sa servitude avec plus d'éclat encore qu'elle n'en donnait autrefois à ses triomphes.

Le 8 Juillet, l'empereur et l'impératrice étaient à Turin, et le 11, à Fontainebleau, après quatre-vingts heures de marche sans s'arrêter.

L'empereur voyageait incognito, sans suite et sans escorte. Cependant il était souvent reconnu, et les populations accouraient sur sa route.

Un jour qu'il gravissait seul, à pied, la montagne de Tarare, il rencontra une vieille femme qui lui apprit qu'elle se dirigeait vers la grande route, pour voir passer l'empereur.

de nouveaux prétextes pour agiter les cours du Nord ; la Russie excitait ouvertement la Prusse à rompre avec la France.

Bientôt la république de Lucques voulut à son tour se placer dans la dépendance de Napoléon. Mais moins modeste en apparence que la Ligurie, elle prétendit demeurer un état séparé ; elle crut déguiser sa servitude en demandant à l'empereur un prince de sa famille et

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5<sup>e</sup> EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS